

LE TEMPS

Durban II Mardi 21 avril 2009

Racisme à Genève: «La chaise vide n'est pas la bonne réponse»

Par François Modoux

Le président de la Commission fédérale contre le racisme, Georg Kreis, déplore les «manœuvres politiciennes» des Occidentaux

Bien sûr, l'instrumentalisation par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad de la Conférence mondiale contre le racisme déplaît à Georg Kreis, «Monsieur antiracisme» en Suisse. Mais le président de la Commission fédérale contre le racisme (CFR) en veut aussi aux pays occidentaux qui boycottent le rendez-vous de Genève. «Ils ont tort, la chaise vide n'est jamais une bonne politique», a-t-il répondu au Temps. «A partir du moment où un consensus a été atteint et que celui-ci donne raison aux Occidentaux, ceux-ci n'ont pas de bons arguments pour bouder les débats.»

La précaution prise par des pays européens, dont la Suisse, de se faire représenter à Genève par un diplomate plutôt que par un ministre ne convainc pas davantage Georg Kreis: «C'est de la politique politicienne. Une manœuvre au détriment du sujet, la lutte contre le racisme.» L'historien croit aux vertus de ce grand rendez-vous mondial pourtant si décrié. «Une telle conférence est le moteur d'un lent processus qui se déploiera durant plusieurs années. On n'en voit pas les effets immédiats, on peut avoir l'impression que c'est inutile, mais c'est faux.» Il risque la comparaison avec la Conférence internationale de Kyoto sur le climat. «Dans les deux cas, un processus utile s'engage. La lutte contre le racisme comme la bataille contre les gaz à effet de serre entre dans la nature des choses. Il n'y a pas de retour en arrière possible.»

Avancées et lacunes en Suisse

La CFR a publié une prise de position à la veille de la Conférence mondiale contre le racisme de Genève qui a commencé lundi. Ce document dresse un état des lieux précis de la lutte contre le racisme en Suisse depuis 2001, année du premier rendez-vous mondial contre le racisme, à Durban en Afrique du Sud. La CFR a dressé la liste des avancées de ces huit dernières années et des lacunes qui subsistent.

Parmi les progrès réalisés depuis Durban, à noter la création d'un Service de lutte contre le racisme rattaché au Département fédéral de l'intérieur. Ce service a d'abord disposé d'un fonds de 15 millions de francs «pour financer les projets contre le racisme et en faveur des droits de l'homme». Son budget, entre-temps réduit, lui permet toujours de subsidier des projets éducatifs, en priorité auprès des jeunes. Un début de sensibilisation des polices cantonales contre le racisme fait partie des progrès cités, «même si des plaintes subsistent». Principale lacune, il n'existe toujours pas de programme national d'action pour lutter contre le racisme en Suisse. La CFR recommande de concrétiser cet engagement pris en 2001. Elle appelle aussi à doter la Suisse d'une «institution nationale des droits de l'homme indépendante». Autre recommandation: les partis politiques et les médias sont invités à adopter un code de déontologie contre le racisme, quand bien même la norme pénale contre le racisme et l'antisémitisme établit les lignes rouges à ne pas franchir et que la justice fait son travail, sanctionnant, de cas en cas, les violations de la loi.

Enquêtes indépendantes

La protection des victimes de racisme doit être améliorée, souligne la CFR. Une aide fédérale à la création de centres de consultation au niveau cantonal est préconisée. La protection contre la

discrimination et l'interdiction de discrimination devrait être étendue au niveau de la Constitution et des lois, notamment dans le droit civil. Enfin, s'avançant sur un «terrain très délicat», la CFR plaide pour la création d'instances indépendantes en cas de plaintes contre des abus policiers.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**